



Contre Macron et la guerre qu'il mène aux travailleurs et à l'ensemble des classes populaires

NPA L'URGENCE DE RIPOSTER TOUS ENSEMBLE

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 4 OCTOBRE 2018

Malgré les cadeaux toujours plus nombreux aux « entreprises », la croissance reste en berne et le chômage à un haut niveau. Mais on ne change pas une équipe qui perd : Macron a décidé d'accélérer son train de mesures en faveur des plus riches.

Avant la présentation du budget 2019, le 24 septembre, il y avait pourtant eu l'annonce que les impôts allaient baisser de 6 milliards pour les ménages. En fait, un gros mensonge, un de plus !

Toujours plus pour les riches

Car derrière les effets d'annonce, il y a d'abord un tour de passe-passe. Ainsi, la deuxième tranche de la baisse de la taxe d'habitation (3,8 milliards d'euros), la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires à partir du 1^{er} septembre (700 millions d'euros) et surtout la baisse des cotisations salariales (4,1 milliards d'euros), ne vont servir qu'à compenser des régressions déjà mises en application par ce gouvernement de choc, lors du budget ou de lois précédentes, notamment la hausse de la CSG.

Au final, les prétendus « cadeaux » fiscaux aux « ménages », loin d'atteindre le chiffre annoncé de 6 milliards, seront absorbés par l'inflation et donc totalement sans effet sur notre pouvoir d'achat...

Car le cœur du projet de loi de finances 2019, c'est d'abord un immense cadeau fiscal aux plus riches: 18,8 milliards d'euros supplémentaires donnés aux « entreprises », sous prétexte de politique de l'emploi, mais sans aucune condition, ni le moindre contrôle !

De plus, petit bonus, le taux de l'impôt sur les sociétés devrait baisser de l'ordre de 2 %. Un chiffre qui représente une somme de 2,4 milliards supplémentaires dans la poche des patrons et des actionnaires.

Et les classes populaires sacrifiées

Et parce que la lutte contre les pauvres est son sport favori, le gouvernement entend maintenant s'en prendre aux chômeurs, après avoir imposé ses lois facilitant les licenciements. Objectif : réviser les

règles de calcul des indemnités chômage pour les réduire et les rendre plus dégressives dans le temps.

De plus, il entend modifier encore à la baisse la notion « d'offre raisonnable d'emploi » qu'un chômeur n'aura pas le droit de refuser sous peine de perdre ses allocations. Le but: faire accepter la première offre, même la plus pourrie, la moins bien payée, loin de chez soi.

Dans l'Éducation, c'est l'annonce de 3.600 suppressions de postes en 2019, alors que 40.000 élèves supplémentaires sont attendus chaque année jusqu'en 2021.

Dans la Santé, les hôpitaux vont continuer à être mis à la diète avec des plans de réorganisation sans accroissement des moyens financiers. Car pour notre Président des riches, « notre système de santé ne souffre pas d'abord d'un problème de sous-financement. Il pêche par un vrai handicap d'organisation » ! Et tant pis si la situation est chaque jour plus dramatique.

Faisons entendre notre colère !

Il est plus que temps de faire barrage à ces attaques incessantes contre nos conditions de vie et de travail.

Mardi 9 octobre, plusieurs syndicats appellent à faire grève et à manifester. Même si cette journée ne s'inscrit pas dans un plan de mobilisation générale, ce sera une première occasion « d'occuper la rue » pour faire entendre nos exigences.

Salaires, retraites, accès à la santé et à l'éducation, suppression d'emplois, conditions de travail, indemnités chômage, nous sommes tous concernés, qu'on soit du privé ou du public, en formation, en activité, en retraite ou au chômage.

Mais nous ne pourrons pas faire reculer ce gouvernement et les patrons sans affirmer clairement la nécessité de combattre le capitalisme par une lutte d'ensemble des salariés, des chômeurs, de la jeunesse, préparant un véritable affrontement à la hauteur des attaques de Macron.



FONDERIES DU POITOU EN DANGER

L'histoire des Fonderies du Poitou rappellera des souvenirs aux plus anciens de Renault-Cléon. Renault filialise une activité, puis revend sa filiale. Celle-ci passe ensuite de repreneur à repreneur, avec à chaque fois des suppressions d'emplois. Jusqu'au jour où les baisses de commandes de Renault, principal débouché de l'entreprise, la mette au bord de la faillite. A la fin des années 70, pour la production de carters (fonte et alu), Renault a créé une filiale Fonderies du Poitou à Ingrandes, dans la Vienne. Celle-ci passera ensuite de mains en mains - Teksid (groupe Fiat), Montupet..., sera scindée en deux (alu d'un côté, fonte de l'autre). Aujourd'hui, sous prétexte de baisse des ventes de diesel, Renault annonce des baisses de volume. Or, Renault est le principal client des deux sites C'est le sort des 900 salariés de Fonderie du Poitou Fonte, et St Jean Industries (alu) qui est en jeu. Avec eux, pour qu'ils ne connaissent pas le sort des GM&S l'an dernier, exigeons que Renault, avec ses milliards de bénéfices, assume ses responsabilités.

DOCTEUR MACRON... QUEL HYPOCRITE !

Macron a annoncé 54 mesures « pour sauver » le système de santé de « l'implosion ». Il a expliqué qu'il allait accorder une rallonge de 400 millions d'euros supplémentaires pour l'assurance-maladie en 2019. Soit une goutte d'eau sur les presque 200 milliards de ce budget (0,2%), qui ne couvrira même pas la moitié des économies réalisées cette année sur l'hôpital. Il ose déclarer que « *notre système de santé ne pêche pas par un sous-financement* », alors que chaque année, les hôpitaux suppriment des milliers de postes : rien que 15 000 en 2018 !

Et de conclure : « *Nous devons restructurer notre organisation pour les 50 années à venir* ». En clair, l'austérité va continuer, et plutôt que de donner aux hôpitaux les moyens de fonctionner, le gouvernement va les pousser à s'organiser... pour faire de nouvelles économies.

MORTS EN MÉDITERRANÉE : LE SCANDALE DOIT CESSER

Une fois de plus, l'*Aquarius*, dernier navire secourant les migrants naufragés en Méditerranée, s'est heurté la semaine dernière au cynisme des autorités européennes et françaises. Alors que 58 personnes sauvées du naufrage avaient besoin d'une assistance sanitaire d'urgence, il aura fallu des jours et des jours pour que l'*Aquarius* puisse enfin accoster et de longs palabres pour savoir quel pays accepterait de les accueillir. Les riches pays d'Europe ne reculent devant rien pour repousser ceux qui fuient la guerre et la misère. La France sous-traite la surveillance des frontières aux bandes armées libyennes et maintenant, l'Italie interdit le sauvetage de ceux qui font naufrage. Une politique criminelle. Pour dénoncer le scandale et réclamer un accueil digne de ce nom des réfugiés et exilés, une **journée de mobilisation** a lieu le **samedi 6 octobre** dans toute l'Europe.

**A ROUEN, RASSEMBLEMENT À 15h00
devant l'Hôtel de Ville.**

UN ENFANT SI JE VEUX, QUAND JE VEUX !

Vendredi 28 septembre, du Brésil à la Pologne, en passant par la Corée du Sud ou l'Espagne, des dizaines de milliers de femmes ont manifesté pour le droit à l'avortement, encore interdit ou limité dans de nombreux pays.

Si les Irlandaises ont désormais le droit d'avorter suite à un référendum favorable à 68 %, les Argentines ont vu leur Sénat refuser la légalisation (38 voix contre, 31 pour). Aux États-Unis, la volonté de Trump de nommer le juge conservateur Brett Kavanaugh à la Cour Suprême fait planer de grandes inquiétudes sur ce droit, assez fragile dans un pays où ceux qui militent contre le droit des femmes à disposer de leur corps restent nombreux: en Iowa, l'IVG vient d'être limitée à 6 semaines. Quant à la France, les coupes d'austérité menacent nos droits : des hôpitaux dans la Sarthe, l'Essonne ou encore l'Ardèche ont arrêté temporairement de pratiquer les IVG par manque de personnel.

Il nous faut sans cesse défendre la possibilité d'un avortement libre, gratuit et accessible à toutes !



30 ans après le soulèvement populaire du peuple Kanak en Nouvelle Calédonie, le massacre de 19 militants Kanaks par l'armée française à Ouvéa et la signature des accords de Matignon, quel est l'enjeu du référendum d'auto-détermination du 4 novembre prochain ?

**Venez en discuter
avec les militant.e.s du NPA:
Réunion Publique
Mercredi 17 Octobre
à 20h30
Mairie Annexe St Sever de Rouen – Salle 5
(Centre commercial St Sever)**

MAIL POUR NOUS CONTACTER:
nparenaultcleon@gmail.com
site national du NPA: www.npa2009.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique